

Je crois que le ministre de la Production de défense devrait également se rendre compte que l'industrie aéronautique d'Amherst, qui est très efficace et qui a un personnel des plus qualifiés, lequel d'ailleurs fait un travail formidable dans la réparation et la remise à neuf des avions, est dans une situation des plus lamentables aujourd'hui. Cette industrie doit débaucher des hommes. Nous ne voulons pas voir disparaître d'emplois. Nous voulons que ce soit les problèmes qui disparaissent, d'ailleurs c'est ce que les candidats libéraux ont prédit durant la campagne électorale. Mais ce miracle ne s'est pas encore produit. Évidemment, il reste encore quelques jours à la période de décision. Peut-être le ministre peut-il obtenir une décision au sujet d'un contrat que cette société est en train de négocier à l'heure actuelle avec une entreprise américaine; cela redonnerait du travail à la population du comté de Cumberland et la société obtiendrait ainsi un contrat qu'elle mérite à cause de son efficacité. Les nouvelles relations que le gouvernement actuel est censé avoir avec nos amis américains devraient permettre au ministre de la Production de défense sans aucune difficulté, soit à titre de ministre de l'Industrie, ou à titre de titulaire du portefeuille qu'il détient présentement, de faire conclure ce contrat, ce qui redonnerait du travail à nos travailleurs. S'il le fait, son efficacité nous comblera certainement d'aise.

Je pense qu'il faut prendre son temps pour créer des nouveaux ministères, surtout dans le cas qui nous occupe, vu que nous avons déjà un ministère semblable. Je ne comprends pas très bien pourquoi le gouvernement tient à établir un nouveau ministère semblable au ministère du Commerce, à moins qu'on ne craigne que le ministre de la Production de défense soit insatisfait de ses fonctions actuelles. Peut-être le gouvernement croit-il que le ministre peut abattre une besogne plus lourde que sa tâche actuelle. On sait qu'il est dangereux d'édifier des empires au sein du service civil et, apparemment, le même danger existe au sein du gouvernement. Notre pays compte aujourd'hui plus de membres du Cabinet que jamais dans le passé. Si nous créons de nouveaux ministères, nous aurons encore plus de ministres. Peut-être cherche-t-on à répartir ainsi le travail afin d'accorder un poste quelconque à un aussi grand nombre de personnes que possible et ainsi, chaque membre du parti libéral aurait son poste. Comme le disait un de mes amis, c'est peut-être un des moyens que le parti libéral a trouvé pour réduire le chômage. Peut-être bien, mais à mon avis, les

[M. Coates.]

Canadiens ne sont pas aussi intéressés à éliminer cette sorte de chômage qu'à voir éliminer leur liberté par une expansion de la bureaucratie.

Il me semble que les hommes d'affaires de notre pays doivent en avoir déjà plein le dos de la bureaucratie sans être obligés d'affronter les nouvelles commissions et les nouveaux ministères auxquels semblent songer les personnes qui composent l'oligarchie dans le présent gouvernement.

L'hon. M. Pickersgill: L'honorable député me permettrait-il de lui poser une question? A ce point de son intéressant discours, pourrait-il nous dire en quelques mots ce qu'on a fait, pendant les six années où ses amis étaient au pouvoir, pour réduire la bureaucratie?

M. Woolliams: Certains occupent aujourd'hui les banquettes ministérielles, si c'est là une réponse.

M. Coates: Je suis heureux de la question posée par le secrétaire d'État. En réponse, je lui dirai que la commission Glassco n'était pas une sorte de tentative d'étendre la bureaucratie. Peut-être l'honorable représentant pourrait-il demander au Conseil privé de commencer à mettre en œuvre les recommandations de la commission Glassco. Le nombre de fonctionnaires pourrait diminuer et le service public serait plus efficace, du point de vue du contribuable, à condition qu'on s'intéresse au contribuable et qu'on parle son langage. C'est un sujet important à examiner. Il va de soi que quand on passe du service public au gouvernement, on perd de vue ce que pense chaque commettant en particulier alors que si on est un candidat qui doute d'être réélu, on est bien au courant de sa façon de penser. Si un député a beaucoup de peine à se faire réélire, comme le cas s'est présenté pour plusieurs membres de la Chambre, ou si le député doit rendre visite à sa circonscription de temps en temps, il se rend compte dans quelle mesure les particuliers et les hommes d'affaires s'inquiètent de l'extension de la bureaucratie, au Canada, actuellement.

A mon sens, le gouvernement a fait preuve de maladresse en exposant ses plans. Il est bien décevant pour des députés tels que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre de la Justice, qui ont été des hommes publics toute leur vie, qui ne sont pas entrés dans le service public dans l'espoir de devenir ministres, advenant que leur parti leur trouve des circonscriptions assurées...

L'hon. M. Pickersgill: Le député me permettrait-il une autre question? Pense-t-il que la circonscription de Saint-Antoine-Westmount soit assurée aux libéraux?